

Décarbonation du transport routier de marchandises :

ÉTAT DES LIEUX ET FREINS AU VERDISSEMENT DES FLOTTES

Résultats du sondage mené au premier trimestre 2025 auprès des transporteurs.



MÉTHODOLOGIE

Entre le 12 février et le 27 mars 2025, l'enquête a été menée auprès de transporteurs adhérents OTRE pour identifier les freins à la décarbonation du transport routier de marchandises par Transport & Environnement.

Les 37 réponses recueillies livrent un éclairage sur les réalités du terrain: des usages fragmentés, des contraintes économiques marquées, une volonté de décarboner réelle, mais souvent entravée, et des attentes claires.

CHIFFRES CLÉS

L'électrique décolle lentement

- 40 % des entreprises prévoient un renouvellement partiel de leur flotte d'ici 2025 ; 37 % visent plus de la moitié sous trois ans.
- Mais 62,5 % n'envisagent aucun achat de VUL électriques d'ici trois ans, et 41,4 % excluent encore tout poids lourd électrique d'ici 2030.

Les freins sont bien identifiés

- L'électrification se heurte d'abord au coût à l'achat (94,6%), à l'impossibilité de répercuter le surcoût sur la clientèle (75,7%) et au coût des infrastructures de recharge (70,3%).
- Sur le terrain, les entreprises butent sur l'autonomie limitée des véhicules (75,7%), les temps de recharge (51,4%) et la difficulté d'installation des infrastructures (45,9%).
- 89% de leurs clients refusent de payer davantage pour un transport décarboné.
- Elles font aussi état d'une lassitude réglementaire et d'un besoin de solutions concrètes et adaptées aux réalités du terrain.

Les attentes du secteur

- Pour avancer, les entreprises appellent en priorité à des aides à l'achat (75%), des allègements fiscaux (61%) et une prise en charge du raccordement (58%).
- Près de deux tiers (63,9%) soutiennent l'instauration d'une contribution chargeurs pour rééquilibrer le partage de l'effort.

1. UNE TRANSITION FREINÉE MALGRÉ LES AMBITIONS

Plus de la moitié (51,4 %) des entreprises se dit en phase de réflexion d'un plan de transition énergétique de leur flotte vers des carburants alternatifs.

21,6 % d'entre elles disposent déjà d'un plan de transition, ce qui traduit une réelle volonté à décarboner.



Le déploiement de véhicules zéro émission reste cependant marginal : 62,5 % n'envisagent aucun achat de VUL électriques dans les trois ans, et 41,4 % excluent tout poids lourd électrique d'ici 2030.

Le secteur semble évoluer à deux vitesses : quelques grands groupes portent une électrification ciblée, pendant que la majorité des TPE/PME reste à quai, faute de viabilité économique ou de demande client.

2. FREINS ET LEVIERS

L'électrification est perçue comme un pari incertain, souvent incompatible avec la survie de l'entreprise. Le coût d'achat constitue le premier frein, cité par 94,6 % des répondants, suivi par l'impossibilité de répercuter le surcoût sur les clients (75,7 %) et le coût du raccordement électrique (70,3 %).

Sur le plan opérationnel, les modèles disponibles peinent à convaincre : autonomie jugée insuffisante (75,7 %), temps de recharge trop long (51,4 %) et difficultés d'installation de bornes (45,9 %).

89 % des entreprises affirment que leurs clients refusent de payer plus pour un fret décarboné. Dans 58,3 % des cas, aucune exigence environnementale n'apparaît dans les appels d'offres.

Les attentes du secteur sont claires : aides à l'achat (75 %), allègements fiscaux (61,1 %) et prise en charge du raccordement (58,3 %) sont à cibler en priorité. En complément, **63,9 % des entreprises sont favorables à l'application d'une contribution chargeurs** pour rééquilibrer le partage de l'effort.